



## LA DESINFORMATION DANS LA GUERRE EN UKRAINE

par le Lieutenant-colonel OLRAT (H) Michel KLEN<sup>1</sup>

La désinformation occupe toujours une place essentielle dans les guerres. Dans la crise en Ukraine, ce grand jeu de la propagande et de la duperie a pris un caractère singulier qui va bien au-delà du champ opérationnel sur le terrain. Pour convaincre de la justesse de son intervention militaire, le Kremlin a introduit une dimension beaucoup plus large qui met en relief une réécriture de l'Histoire et un argumentaire mobilisateur assimilant le conflit en cours à un affrontement des civilisations.

### Le révisionnisme historique

Pour justifier l'invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine revisite l'Histoire de la Russie. Dans un article publié à l'été 2021 (« de l'unité historique des Russes et des Ukrainiens »), il affirme que « les Russes et les Ukrainiens constituent un seul peuple qui appartient au même espace historique et spirituel », niant de ce fait l'existence de la nation ukrainienne. Cette assertion inexacte a été démentie par un sondage effectué peu après par l'ONG *Rating Group Ukraine* sur l'ensemble de la population ukrainienne : seulement 41% des personnes interrogées approuvaient cette prise de position. Les opinions étaient cependant tranchées entre la partie orientale du pays (60% en accord) et la partie occidentale (70% en désaccord, tout comme les partis politiques opposés au Kremlin qui réfutent à 80% cette position)<sup>2</sup>. Pour accréditer ces chiffres, il faut bien avoir à l'esprit que l'ONG qui a réalisé l'enquête est spécialisée dans tous types de recherches sociologiques conformément aux normes internationales approuvées par l'association européenne pour les études d'opinion. Après la chute du mur de Berlin, les faits ont donné tort à Vladimir Poutine. Le désir de souveraineté de l'Ukraine s'est d'abord pleinement manifesté par l'acte de proclamation d'indépendance du pays par le Soviet suprême d'Ukraine le 24 août 1991. L'événement sera confirmé par un référendum le 1er décembre suivant : le « oui, je confirme la déclaration d'indépendance de l'Ukraine du 24 août » obtenait 90,32% des suffrages exprimés (95,52% à Kiev), et le « non » 7,58%. Les résultats étaient toutefois moins probants en Crimée où le « oui » obtenait 54,19% des voix<sup>3</sup>. Au vu de ces résultats, force est de constater que la volonté d'indépendance de l'Ukraine est indiscutable. L'autre raison invoquée pour motiver « l'opération militaire spéciale » en Ukraine lancée par Moscou a trait à la supposée promesse de l'Otan de ne pas intégrer des voisins de la Russie. Dans cette affaire, le chef du Kremlin n'a de cesse de mentionner la rencontre informelle entre James Baker et Mikhaïl Gorbatchev le 9 février 1990 au cours de laquelle le secrétaire d'État américain avait assuré au dirigeant soviétique que l'organisation atlantique n'accepterait pas d'anciens satellites de l'URSS (*Plus un pouce vers l'Est*). Or il s'avère que ces garanties orales n'ont jamais été confirmées par un accord écrit et ratifié par des nations occidentales. Vladimir Poutine a continué de prétendre que son pays était menacé et qu'il devait prendre toutes les dispositions pour se défendre d'une agression sur son territoire !

<sup>1</sup> Article reproduit avec l'aimable autorisation de la *Revue Défense Nationale*. Klen Michel, « La désinformation dans la guerre en Ukraine (Tribune n° 1514) », *RDN*, 30 août 2023, 6 pages (<https://www.defnat.com/e-RDN/vue-tribune.php?ctribune=1622>).

<sup>2</sup> Bruno Tertrais, *Le viol de l'Ukraine dans Le Grand Continent*, 22-2-2022.

<sup>3</sup> Hugues Pernet, *Journal du premier ambassadeur de France à Kiev*, Flammarion, 2023.

Dans cette optique, juste avant le déclenchement de l'intervention militaire, la première chaîne de la télévision russe a diffusé des images d'un char ukrainien supposément détruit par les forces russes après avoir pénétré en Russie. A l'examen, il s'est avéré que le véhicule blindé était un BTR-70M qui n'est pas en dotation dans l'armée ukrainienne. Par ailleurs, un renforcement important de l'Otan s'est bien produit avec les demandes d'adhésion de la Suède et de la Finlande dans l'organisation de l'Atlantique nord, mais cet acte fort, conséquence de l'agression militaire de la Russie, est survenu après le déclenchement de l'intervention armée de Moscou en Ukraine et non avant.

La propagande du Kremlin alimente également un narratif qui explique la nécessité de « dénazifier » le territoire ukrainien ! Cette soi-disant présence de nazis a des racines historiques : la collectivisation violente des terres imposée par Staline a entraîné dans les années 1930 la terrible période de famine *Holodomor* (extermination par la faim). Cet épisode tragique a nourri un rejet du pouvoir soviétique dans la partie occidentale de l'Ukraine. Ce climat de ressentiment explique les raisons qui firent que les Allemands furent accueillis en libérateurs à l'été 1941. Des Ukrainiens de Galicie s'engagèrent ainsi dans les rangs la *Wehrmacht*, non pas parce qu'ils aimaient les Allemands, mais parce qu'ils détestaient les Russes et la tyrannie communiste. En outre, le régiment Azov, traité par Poutine de régiment nazi, a bien intégré à sa création en 2014 lors du conflit pour la Crimée des militants issus des milieux *hooligans* et néonazis. Mais cette unité de combattants choc a par la suite été constituée de volontaires, indépendamment de leurs idées politiques, venus pour défendre le territoire ukrainien contre l'invasion russe. L'objectif de Moscou est clair : rabâcher la thématique du nazisme pour justifier l'invasion de l'Ukraine est une façon de dire aux Russes : « Vos grands-parents ont combattu cette idéologie, vous devez poursuivre cette guerre. »<sup>4</sup>



Statue de la Mère-Patrie à Volgograd (ex-Stalingrad)

---

4 Cécile Vaissié, professeure à l'université de Rennes II, spécialiste de la Russie, dans *Le Parisien*, 15-3-2022

## Les principaux thèmes de la désinformation

Moscou accuse les États-Unis d'avoir financé des laboratoires biologiques sur le sol ukrainien à des fins militaires. Cette assertion doit être nuancée. Il existe bien un programme américain de « réduction des menaces biologiques » non seulement en Ukraine, mais également ailleurs dans la région (Géorgie). Le projet a été développé en 1991 après le démantèlement de l'URSS pour « prévenir les menaces de prolifération d'armes de destruction massive. » C'est ainsi que 26 laboratoires ukrainiens, où étaient stockés et étudiés des quantités de germes et d'agents pathogènes, ont été financés par la DTRA (*Defense Threat Reduction Agency*), une agence du département de la Défense des États-Unis. En 2005, un traité a été signé entre le ministère de la Santé ukrainien et le Pentagone pour limiter la menace bio terroriste. Cet accord s'inscrivait dans le cadre d'une vaste plate-forme qui prévoyait également la réduction du danger de propagation de nouvelles épidémies des maladies infectieuses et la destruction des souches dangereuses. Ce programme s'appuie sur un projet à connotation scientifique et n'a aucune intention belliqueuse. Son objectif est uniquement de nature préventive. Dans ce processus, le maître d'œuvre des recherches est METABIOTA, une entreprise américaine de biotechnologie très performante, basée à San Francisco et spécialisée dans l'étude des épidémies.

Dans la traque aux *fake news* qui submergent les médias et les réseaux sociaux, de nombreux organismes œuvrent pour restituer la réalité des faits. Parmi les plus actifs et les plus performants dans ce travail de rétablissement de la vérité, il y a le groupe *Bellingcat*, une structure internationale et indépendante de chercheurs et de journalistes de vingt pays, réputée pour la pertinence et le sérieux de ses analyses qui s'appuient sur des moyens utilisant la technologie de pointe. Dans ce théâtre de la tromperie, les exemples de vidéos truquées abondent. Florilège : le 18 février 2022, la république sécessionniste de Lougansk diffuse des images d'une voiture qui serait remplie d'explosifs dans le but de faire sauter un train rempli de femmes et d'enfants évacués vers la Russie. Les métadonnées de la vidéo, c'est-à-dire les renseignements qui permettent de situer dans leur contexte les activités impliquées dans la séquence, montrent que le film a été enregistré le 12 juin 2019<sup>5</sup>. Le même jour de la publication de la vidéo, la république sécessionniste de Donetsk met en circulation des images dans lesquelles des soi-disant saboteurs polonais essaient de faire sauter un réservoir de chlore près de Gorlovka, une ville dans l'oblast de Donetsk en Ukraine. L'étude des métadonnées prouve la supercherie : les images ont été tournées dix jours plus tôt le 8 février 2022 et mélangent différents éléments audio et vidéo, notamment ceux d'un documentaire de 2010 disponible sur *You Tube* et présentant une séance d'instruction dans un champ de tir en Finlande. Les services de renseignement ukrainiens ont attribué le montage de ce stratagème au GRU, le service de renseignement militaire de la Russie<sup>6</sup>.



5 Verity Bowman, *Daily Telegraph*, 21-2-2022

6 Luke Harding, Andrew Roth, *The Guardian*, 21-2-2022

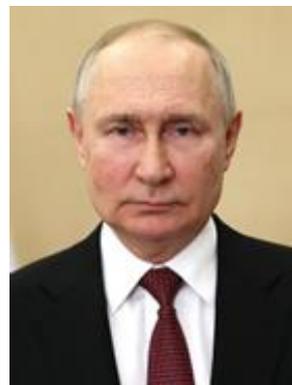
Pour toucher la corde sensible de la population russe, la propagande du Kremlin ressasse la thématique lancinante du génocide à l'encontre des populations russes fixées dans le Donbass. Les dictionnaires de référence définissent le génocide comme un crime contre l'humanité tendant à la destruction partielle ou totale d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Sur ce sujet sensible, les historiens sont quasiment unanimes dans leur jugement : même si les combats meurtriers sont bien réels dans le Donbass depuis 2014, on ne peut pas les assimiler à une entreprise d'élimination d'une population. Dans ce chapitre sur l'horreur des combats, les massacres commis par la soldatesque russe à Boucha et Izioum sont niés par Moscou et expliqués par une mise en scène des Ukrainiens pour masquer leur responsabilité supposée dans ces tragédies.

La propagande de guerre qui s'est développée en Russie a rendu le travail des commentateurs indépendants et étrangers particulièrement difficile. Cette problématique a été soulignée par la journaliste franco-russe Elena Volochine. La correspondante de France 24 à Moscou pendant dix ans a été contrainte de quitter son pays natal au printemps 2022. A son retour à Paris, la spécialiste de la Russie a expliqué son départ précipité : « En Russie, de nouvelles lois ou décrets viennent compliquer la tâche des journalistes. Des mots comme *trahison d'État* ont commencé à apparaître pour cibler les médias. Cette notion est passible de 15 ans de prison en Russie. Une propagande de guerre est en train de se déployer sur les chaînes et les médias russes. »<sup>7</sup>

La propagande mensongère s'appuie notamment sur des opérations de manipulation de grande ampleur. Le Quai d'Orsay a ainsi dénoncé le 13 juin 2023 une vaste action d'ingérence numérique menée depuis la Russie dès le début de la guerre à l'encontre de médias et d'institutions gouvernementales. L'opération *doppelgänger*<sup>8</sup> a consisté à créer des sites miroirs de grands journaux (*Le Figaro*, *Le Parisien*, *Le Monde*, *20 minutes*) et du site du ministère des affaires étrangères français afin de publier de fausses informations visant à discréditer l'Ukraine et mettre en valeur la politique du Kremlin. Les articles fallacieux portaient essentiellement sur des supposés cas de tortures et de meurtres de soldats russes commandités par le régime « nazi » de Kiev, et des désertions de soldats ukrainiens. Les récits trompeurs étaient rédigés depuis Moscou par des experts maîtrisant la langue française et par des robots. La police des caractères des quotidiens impliqués était parfaitement imitée (technique du *typosquattage*). Les artisans de cette manigance, les entreprises russes Struktura et ASP, dirigées par un homme ligue du Kremlin Ilya Gambachidze, ont été identifiées.

### L'autre guerre de Poutine

L'échec de la guerre éclair et de la prise de Kiev fin février 2022, puis l'enlisement, les pertes colossales et les revers militaires des forces russes en Ukraine ont conduit le maître du Kremlin à modifier sa stratégie en donnant une nouvelle dimension à son intervention armée. Pour Moscou, ce sont les États-Unis et ses alliés occidentaux, rassemblés dans une entité qualifiée « d'Occident collectif », qui ont provoqué la crise en Ukraine. Vladimir Poutine va même plus loin : en Ukraine, la Russie ne fait que se défendre contre l'agression des Occidentaux qui arment le régime de Kiev.



7 France Info, 7-3-2022

8 Mot allemand qui désigne le double, souvent maléfique, d'une personne.

Dans cette inversion des responsabilités, le président russe dénonce l'ordre mondial actuel qui, sous la houlette des Américains et de ses alliés, régit les affaires internationales depuis plus d'un demi-siècle. En particulier, il s'insurge contre l'universalisme des valeurs que prétendent imposer au monde les Occidentaux et qui ne sont « universelles » que dans l'esprit des Américains et des Européens. Ce qui semble de l'universalisme aux yeux de l'Occident passe pour de l'impérialisme ailleurs. Ce discours trouve un écho certain dans les pays du « Sud global » qui regroupent la plupart des États asiatiques (en particulier la Chine et l'Inde), l'Afrique et l'Amérique latine, soit plus de la moitié de la population de la planète. D'ailleurs, ces pays n'ont pas voté les sanctions demandées à l'ONU par l'Occident contre la Russie. Dans cette séquence de diversion, le Kremlin parle d'une guerre de civilisation entre « l'Occident collectif » et le « Sud global » dont Vladimir Poutine se veut le porte-parole.

Dans son narratif, le chef du Kremlin a ajouté un aspect religieux. Dans cette optique, il s'est assuré de l'appui de l'Église orthodoxe, notamment celui du patriarche de Moscou et de toutes les Russies, Kyrill. Au début de la guerre dans le Donbass en 2014, cet ancien agent du KGB avait appelé à prier « pour que personne ne puisse détruire la sainte Russie en lui enlevant l'Ukraine dont la capitale Kiev est le berceau de l'orthodoxie. » Quelques jours après l'invasion de l'Ukraine fin février 2022, le leader orthodoxe déclare dans une homélie : « La Russie ne conduit pas en Ukraine un combat physique, mais métaphysique contre les forces du Mal. »<sup>9</sup> Le ton est donné : le patriarche de Moscou met en exergue une couverture religieuse et idéologique à l'intervention armée des forces russes considérées comme les forces du « Bien » venues au secours de la sainte Russie menacée par le « Mal » ukrainien. Vladimir Poutine a traduit cette nouvelle donne en un combat du Bien représenté par la Russie et l'Église orthodoxe contre le « Mal » incarné par « l'Occident collectif. » Dans cette conjoncture, l'Ukraine est traitée de « Grand Satan. ». La mission de l'armée russe en Ukraine est ainsi passée de la « dénazification » (terme employé par Poutine pour justifier « l'opération militaire spéciale ») à la « désatanisation. »



En ravivant l'alliance du militaire et du religieux, celle du sabre et du goupillon, le maître du Kremlin se conduit en la matière, peut-être sans le savoir, en fils spirituel du maréchal Helmuth von Moltke.

Le chef du grand état-major général de l'armée prussienne pendant la guerre contre la France (1870-1871) a laissé à la postérité cette citation relative au rôle du « divin » :

« La guerre est d'ordre divin ; elle est un principe d'ordre dans le monde. [...]. Sans la guerre, le monde succomberait au matérialisme. »<sup>10</sup>

---

9 [www.ng.ru](http://www.ng.ru), 8-3-2022

10 Cité par Pierre Servent, *Le monde demain*, Robert Laffont, 2023